cansée par leur attachement à leur ancienne foi, une beaucoup meilleure raison que n'ont les Irlandais protestants de faire parade de leurs richesses mal acquises. Les économistes politiques protestants ne devraient jamais prononcer le nom de l'Irlande de crainte que ce nom ne les étouffe en passant par leur gorge.

L'Angleterre et la France peuvent offrir un meilleur exemple de la condition sociale respective de deux masses de population voisines, l'une protestante, l'autre catholique. M. Laing a fait la comparaison entre elles, et nous en passerons par le jugement équitable qu'il a porté. Considérant que M. Laing, est anglais, qu'il a de forts préjugés contre la religion et la politique de la France, son autorité ne saurait être contestée. Nous nous efforcerons d'exposer, très succinctement le résultat de ses observations et de ses appréciations sur le caractère social de chacun de ces pays.

La principale différence entre l'Angleterre et la France consiste dans la différence des lois réglant le mode de transmission des héritages. En Angleterre, il existe une aristocratie héréditaire qui tient, par transmission régulière au fils aîné, la très grande partie de la propriété foncière. La loi pourvoit à cette dévolution de vastes propriétés territoriales par les prescriptions les plus explicites. Un propriétaire terrien titré n'a pas la faculté de diviser ni d'aliéner ses biens-fonds ; il jouit de l'usufruit sa vie durant ; à sa mort, ses biens passent en totalité à son fils aîné. Le résultat naturel de cette particularité de l'économie sociale de l'Angleterre est que le sol appartient à un petit nombre de propriétaires, et que la grande masse de la population agricole se compose de simples fermiers com-

plètement dans la dépendance des grands propriétaires terriens.

En France, loi réglant les successions est tout à fait différente. Le droit d'aînesse a été aboli en 1789 ; et cette abolition a eu pour effet de détruire l'aristocratie héréditaire possédant de grandes terres et de rendre la moitié au moins de la population propriétaire de biens-fonds, de donner à cette moitié un intérêt direct dans la culture du sol et de stimuler son industrie. D'après des tableaux statistiques récemment publiés (vers 1855) par M. Dupin, " l'étendue des terres arables en France est un peu supérieure à ce qu'elle était en 1789, mais la population a augmenté de huit millions environ ; par suite de l'opération de la loi de succession, la moitié de la population est propriétaire, et, en comptant les familles, on constate que les deux tiers d'entre elle cultivent la terre."

Le morcellement de la propriété a eu pour résultat,—comme M. Laing le prouve clairement contre Arthur Young et les écrivains de la *Revue d'Edimbourg*,— d'améliorer dans une grande mesure la condition sociale de la population française, d'accroître son bien-être et de développer singulièrement les ressources du sol.

Au lieu de grandes propriétés à moitié cultivées, la France est aujourd'hui divisée en petites propriétés dont la culture est des plus soignées et des plus productives. Les changements avantageux produits en un peu plus de cinquante ans pendant lesquels l'expérience a été faite, donnent une preuve satisfaisante que l'abolition de l'inaliénabilité des terres a été d'une immense utilité à la masse de la population et fournissent pareillement un gage certain d'une amélioration encore plus grande de la condition sociale de la France. Bien plus,